



Projet de programme d'action politique pour la classe ouvrière

adopté par le III^e Congrès du POID

Le projet de programme d'action politique a été adopté par le III^e Congrès du parti des 19 et 20 janvier 2019. Le congrès a décidé de lui conserver son statut de projet pour le soumettre plus largement à la discussion des lecteurs de *La Tribune des travailleurs* et des travailleurs, jeunes et militants qui, sans appartenir au POID, partagent la conviction que les travailleurs

ont besoin de représentation(s) politique(s). Pour le POID, l'objectif de l'émancipation de la classe ouvrière est indissociable de son organisation par elle-même : syndicats, partis, comités de grève, délégués élus et mandatés. L'anonymat, l'autodésignation sont par définition des méthodes étrangères au combat émancipateur. À l'heure où la crise

du régime de la V^e République ne cesse de s'approfondir, à l'heure où la question du pouvoir et des institutions est ouvertement posée, il est important qu'il y soit répondu à partir des intérêts de classe en présence, dissipant toutes les confusions et manipulations. Pour le POID, l'objectif n'est pas un gouvernement populiste, mais un gouvernement ouvrier.

Projet de programme d'action soumis par le POID aux travailleurs et aux jeunes qui veulent combattre

Fondé en novembre 2015, le POID a tenu son III^e Congrès les 19 et 20 janvier 2019. Que propose le POID ? Quels sont ses buts ? Quels moyens d'action préconise-t-il ? Quels moyens d'organisation ?

Travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, mères de famille, paysans, pouvons-nous, en nous organisant, aider à imposer le changement radical de politique qu'appelle la situation ?

Le 13 mai 2018, les membres du POID, avec des milliers de travailleurs, militants et jeunes de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique, manifestaient à Paris au cri de « *Macron, un an, ça suffit, dehors !* ». Six mois plus tard, aucun observateur n'oserait contester ce fait : l'immense majorité du peuple rejette Macron et saisit toutes les occasions de l'exprimer. Sur ce point, le POID ne se distingue pas de la majorité : nous voulons comme chacun et tous en finir avec ce gouvernement qui sème la misère et la destruction, qui remet en cause droits, garanties et conquêtes démocratiques et sociales arrachés depuis près de deux siècles par le combat ouvrier et démocratique.

Comme tous les travailleurs, nous disons : il faut chasser Macron et le plus tôt sera le mieux.

Comment ? La réponse s'impose d'elle-même : la mobilisation de millions et millions de travailleurs et de jeunes, organisés sur la base de leurs propres revendications et entraînant avec eux leurs organisations, chassera ce gouvernement.

Le chasser, mais pour le remplacer par quoi ? Pour le POID, l'objectif est un gouvernement de la classe ouvrière, prenant en main la défense des intérêts de l'immense majorité (ceux qui vivent de leur travail) sans hésiter à remettre en cause les privilèges toujours plus grands de la poignée de riches, de spéculateurs et de capitalistes qui s'engraissent chaque jour davantage.

Pour avancer dans ce sens, celui d'un authentique gouvernement ouvrier, les travailleurs n'ont d'autre choix que de remettre en cause les institutions en place, celles de la V^e République et de l'Union européenne.

Mais pour que s'instaure un gouvernement de la majorité, il faut que la majorité décide par elle-même. C'est le sens de la proposition d'une Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple travailleur, par ses délégués, définira le contenu social et les formes d'une véritable démocratie.

Seul un gouvernement du peuple travailleur issu de la mobilisation des plus larges masses sera à même d'adopter les mesures d'urgence qu'exige la situation. Pour cela, conformément aux règles de la démocratie, les travailleurs ont besoin de disposer de leurs propres organisations, syndicats et partis. Le POID revendique d'être l'un de ces partis et soumet ses propositions à la plus large discussion des travailleurs, jeunes et militants.

Rien ne changera sans rupture avec la continuité des politiques poursuivies depuis des décennies au service du système

capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production

Depuis près de quarante ans, se sont succédé en France des gouvernements de toutes couleurs politiques. Tous les gouvernements de droite ont, et c'est logique, remis en cause les droits des travailleurs. Mais force est de constater que les gouvernements de « gauche » se sont inscrits dans le même cadre.

Qu'ont fait les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fabius (avec des ministres du PS, du PCF, etc.) de 1981 à 1986 ? Ils ont notamment imposé le « tournant de la rigueur », désindexé les salaires des prix, engagé les privatisations et entrepris de remettre en cause le droit du travail. Et cette politique, les gouvernements Mitterrand-Rocard-Fabius-Cresson-Bérégovoy l'ont aggravée de 1988 à 1993. Qu'a fait le gouvernement Jospin de 1997 à 2002 avec des ministres du PS, dont Jean-Luc Mélenchon, du PCF, des ministres Verts ? Il a notamment privatisé EDF-GDF en application des directives européennes, contre la mobilisation de dizaines de milliers d'électriciens et de gaziers, unis avec leurs syndicats. Qu'a fait ultérieurement le gouvernement Hollande de 2012 à 2017 ? Il a poursuivi les privatisations et fait passer, au mépris de la mobilisation de millions de travailleurs, la tristement célèbre réforme El Khomri démantelant le Code du travail.

Dans la continuité d'une même politique, très peu de choses distinguent les gouvernements de droite et les gouvernements de gauche. Pour une seule raison : le refus des partis dits de gauche de rompre avec le système capitaliste – donc avec ses institutions (Union européenne, V^e République, etc.) – fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Cette politique anti-ouvrière a conduit de larges secteurs de travailleurs et de la jeunesse à s'éloigner de ces partis qui ont vu leur base électorale se réduire à peau de chagrin, rendant possible la démagogie « démagiste » de ceux qui affirment aujourd'hui, telle La France insoumise (LFI) : « *Il n'y a plus de place pour les partis, seul compte le populisme.* »

Un parti ouvrier pour une rupture ouvrière,

pour l'Internationale ouvrière

Le POID reste fidèle à la conception traditionnelle du mouvement ouvrier : les travailleurs ont des intérêts opposés à ceux des capitalistes, ils doivent disposer d'organisations politiques distinctes. La solution ne viendra pas d'un slogan démagogique du type « Dégagez-les tous ! ». Elle viendra de la capacité des travailleurs à défendre et reconstruire le mouvement ouvrier sur un nouvel axe, celui de l'indépendance de classe.

Cela est vrai en France et à l'échelle de toute l'Europe. Que les gouvernements de droite mettent en œuvre les politiques de déréglementation et de destruction, c'est dans l'ordre des choses. Mais il faut bien constater que le gouvernement de grande coalition en Allemagne (avec la participation du Parti social-démocrate), comme le gouvernement d'« extrême gauche » de Syriza en Grèce – pourtant élu sur un mandat de rupture avec l'Union européenne – ou le gouvernement PSOE-Podemos alliant, dans l'État espagnol, la « gauche démagiste et populiste » à la gauche traditionnelle, ou encore la majorité PS-PC-Bloc de gauche au Portugal, tous appliquent scrupuleusement les mêmes exigences de privatisation et d'austérité dictées par l'Union européenne.

La question nous est donc posée en France : l'objectif est-il de chasser Macron pour le remplacer par une semblable combinaison poursuivant « à gauche » ce que Macron a engagé ? Ou bien, au contraire, d'ouvrir la voie à une autre politique, rompant avec celle des gouvernements qui se sont succédé en France, comme dans toute l'Europe, depuis des décennies ?

Si tel est l'objectif, il appelle à son service la construction d'un authentique parti ouvrier.

En finir avec la monarchie sans couronne : la République n'a pas besoin d'un président

Macron a été élu en 2017 grâce à l'union sacrée réalisée sur son nom au second tour face à Marine Le Pen. Rappelons que les dirigeants du PCF et du PS ouvertement, ceux de La France insoumise de

manière plus ou moins directe selon les cas, ont tous appelé à voter pour Macron. C'était, disaient-ils, « *un moindre mal* ».

La V^e République donne au président tous les pouvoirs : c'est lui qui fait et défait les gouvernements, fixe, de fait, l'ordre du jour de l'Assemblée et dispose de l'article 49-3 pour faire passer des lois sans la moindre apparence de débat parlementaire. Il a tous les pouvoirs et, en dix-huit mois, il en a usé et abusé ! En particulier pour s'attaquer au Code du travail (ordonnances Macron), au baccalauréat comme diplôme national, aux régimes de retraite, au droit d'asile et aux libertés démocratiques, à la SNCF comme entreprise publique et au statut des cheminots. Durant ces dix-huit mois, face à cette offensive de Macron, l'opposition parlementaire – celle du PS, du PCF, de LFI – s'est exprimée dans le respect scrupuleux des institutions et de sa clé de voûte : le président de la République.

En mai 2017, le POID a refusé d'appeler à voter pour Macron. Notre journal, *La Tribune des travailleurs*, a titré : « *Entre la peste et le choléra, on ne choisit pas.* » Le fait est que, dix-huit mois plus tard, le rejet de Macron est immense. Mais les partis dits d'opposition continuent à revendiquer le rôle d'une opposition respectueuse de la V^e République. Lorsque l'affaire Benalla a éclaté, les députés de « gauche » n'ont même pas proposé que Macron soit convoqué devant la commission d'enquête parlementaire alors que c'était le premier concerné. Et quand, à la fin de 2018, le cri « Macron, démission ! » a retenti dans tout le pays, pas un seul de ces partis n'a relayé cette exigence. Tous partagent une même volonté de protéger les institutions, respectant le « calendrier institutionnel » qui devrait permettre à Macron de rester jusqu'en 2022 pour poursuivre son œuvre destructrice.

Du côté des organisations syndicales, la participation aux « concertations » avec le gouvernement va dans le même sens. Concertations qui (au contraire d'une négociation) visent à associer les organisations syndicales à la mise au point de contre-réformes établies à l'avance et déjà décidées*.

Pour le POID, la démocratie exige la rupture avec la V^e République (ce qui, naguère, était la position commune de tous les partis de « gauche »). La fonction de président de la République doit être abolie. Une République authentiquement

démocratique doit être refondée, basée sur le pouvoir de la majorité, par une Assemblée constituante souveraine.

En finir avec Le corporatisme

La logique de toutes les contre-réformes est de répondre aux besoins du capital financier. Faut-il s'en étonner ? La V^e République a été bâtie pour répondre aux exigences de la classe capitaliste et de ses institutions supranationales, en particulier l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI). Lorsque de Gaulle l'a mise en place en 1958 (sur la base d'une défaite sans combat de la classe ouvrière), il avait pour projet l'instauration d'un régime corporatiste, dans lequel les organisations syndicales devaient être intégrées à l'État. Ce projet s'est, dès les premières années de la V^e République, heurté à la résistance ouvrière. Mais, depuis, les gouvernements successifs ont tous cherché à associer plus étroitement les organisations syndicales, à les intégrer à l'État.

La constitution de l'Union européenne, avec les traités de Maastricht, d'Amsterdam, etc., a aggravé cette tendance. Il est extrêmement facile de relier chacune des contre-réformes de Macron à leur origine dans le cadre de l'Union européenne (et cela est vrai également pour toutes les contre-réformes des gouvernements précédents). L'Union européenne a été fondée en 1992 sur la base d'un traité dont la clé est « *l'équilibre de la monnaie unique* ». Conséquence : c'est la Banque centrale européenne (BCE) qui dirige. Pour garantir la stabilité de l'euro, la BCE veille au respect des critères de Maastricht, desquels découlent les mesures d'austérité, les coupes dans les dépenses publiques, la remise en cause des services publics et des garanties ouvrières. Dans tous les pays d'Europe, au nom des traités, la BCE impose des budgets dits d'équilibre et des pactes de responsabilité. L'équilibre du budget, pour la classe capitaliste et ses gouvernements, se traduit toujours par la diminution des salaires, des pensions, des aides sociales, abaissant toujours davantage le niveau de vie des masses ouvrières et populaires. Dans tous les pays d'Europe, les classes dirigeantes se plaignent de ne pouvoir supporter de nouveaux impôts, et même de ne pouvoir continuer à payer ceux qui lui étaient imposés jusque-là. Partout elles exigent, au nom de la « relance de l'économie », l'allègement de leurs « charges ». Mais la Banque centrale européenne elle-même a reconnu que les

2 600 milliards d'euros déversés, prétendument pour relancer la machine économique, n'ont servi qu'à gonfler la bulle spéculative.

Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie, rompre avec l'Union européenne

Nul ne peut prétendre ouvrir la voie à une autre politique sans se prononcer pour l'abrogation des traités qui fondent l'Union européenne et pour l'abolition de ses institutions : Banque centrale européenne, prétendu Parlement européen, monnaie unique, etc.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique ne mène pas la lutte contre les institutions de l'Union européenne sur le seul terrain national. Nous sommes internationalistes. Lors de la conférence de Mumbai (Inde, novembre 2016), nous avons constitué un « Comité ouvrier international, contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, pour l'Internationale ouvrière », rejoint par des représentants d'organisations ouvrières de 45 pays.

Quelques mois plus tard, lors d'une conférence européenne tenue en mai 2018 avec des délégués venus de toute l'Europe (Allemagne, Belarus, Belgique, État espagnol, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Serbie, Suisse, Turquie), nous avons adopté un appel qui dit clairement :

« Cette Europe n'est pas notre Europe. Comme militants du mouvement ouvrier pour la démocratie, nous sommes des internationalistes : tous les travailleurs d'Europe sont nos frères et sœurs de classe. Nous voulons une Europe ouverte à tous, qu'ils viennent de l'intérieur des frontières de l'Union européenne ou de l'extérieur (...). Nous voulons une Europe des travailleurs et de la démocratie, sans frontières ni restrictions, l'alliance libre des peuples et nations libres et des travailleurs libres dans toute l'Europe. »

Cette position, nous allons l'exprimer d'une seule voix, en commun avec les camarades de toute l'Europe, à l'occasion des élections au prétendu Parlement européen, en manifestant à Strasbourg le 11 mai.

À la V^e République et à l'Union européenne, nous opposons la démocratie

Établir la démocratie – c'est-à-dire permettre au peuple travailleur qu'il prenne son avenir entre ses mains – suppose d'en finir avec ces institutions de l'Union européenne et de la V^e République, dont la seule fonction est d'asseoir le pouvoir de la classe capitaliste et d'écraser les peuples.

Qu'est-ce que la démocratie ?

- La démocratie, c'est la souveraineté du peuple qui décide par lui-même ce qui est bon pour lui. La V^e République et l'Union européenne, c'est le contraire. Le président est le souverain et le peuple le sujet. Au nom de « l'intérêt général », le souverain gouverne contre le peuple, au profit des banquiers et des capitalistes. Au nom de la « construction européenne », il impose l'application de plans meurtriers.
- La démocratie, c'est préserver la commune, creuset de la démocratie, vidée de sa substance par les intercommunalités forcées qui, transferts de compétences après transferts de compétences, réduisent, privatisent et suppriment les services publics.
- La démocratie, c'est la reconnaissance et l'exercice des droits égaux pour toute la population. La V^e République et l'Union européenne, c'est le contraire : c'est la destruction systématique des services publics au nom de la « concurrence libre et non faussée » et l'individualisation, destructrice de tous les droits ; c'est l'abandon de chacun, livré à lui-même, dans une jungle sociale où seule la toute petite minorité de riches s'en sortira toujours.
- La démocratie, c'est la liberté pour les organisations des salariés de s'organiser et d'agir en toute indépendance pour défendre les intérêts particuliers des travailleurs, ce qu'on appelle la lutte de classe. C'est la liberté de tous – notamment des jeunes – de pouvoir manifester. La V^e République et l'Union européenne, c'est le contraire. C'est la tentative permanente de l'État et de ses alliés de transformer les syndicats en simples exécutants de la politique gouvernementale qui devront abandonner les revendications. C'est la répression contre les travailleurs, les jeunes.

- La démocratie, c'est le respect du droit d'asile et l'accueil fraternel des travailleurs et des jeunes chassés de leur pays par les guerres et les pillages orchestrés par « notre » gouvernement et « nos » institutions nationales. La V^e République et l'Union européenne, c'est au contraire la chasse aux migrants renvoyés vers la barbarie !
- La démocratie, c'est la liberté pour les partis politiques de s'organiser, de se financer, d'agir en toute indépendance, et non pas la répression tatillonne de l'État qui prétend tout contrôler et transformer les partis en appendice de sa politique.

Qu'est - c e q u e l'Assemblée c o n s t i t u a n t e ?

C'est l'Assemblée des délégués élus, mandatés et révocables par les travailleurs et le peuple, à la proportionnelle intégrale de tous les partis en présence. C'est l'Assemblée qui prend entre ses mains tous les pouvoirs, et pour commencer, le pouvoir d'abroger les contre-réformes des gouvernements précédents et d'abolir les institutions existantes.

Une authentique Assemblée constituante, représentative du peuple travailleur, décidera sans aucun doute d'affecter les milliards des budgets d'armement aux besoins de la population et de retirer les troupes françaises de tous les territoires sur lesquels elles interviennent.

Une Assemblée constituante, authentiquement soucieuse des intérêts du peuple travailleur, décidera de ne plus se soumettre aux diktats des banques et de l'Union européenne et de prendre les mesures d'urgence qu'appelle la situation. Ainsi, elle ouvrira la voie à un authentique gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie, un gouvernement des travailleurs, un gouvernement ouvrier.

Qu'est - c e q u ' u n g o u v e r n e m e n t o u v r i e r ?

C'est le contraire de tous les gouvernements qui se succèdent dans notre pays depuis plus de soixante-dix ans. Ces derniers ne cessent d'écraser la majorité du peuple sous le poids des mesures exigées par la minorité capitaliste. Le gouvernement ouvrier, lui, répond aux exigences de la majorité et les impose à

l'infime minorité qui, jusque-là, contrôlait les moyens de production.

Un gouvernement ouvrier prendrait, dès les premiers jours de sa constitution, les mesures d'urgence qu'appelle la situation. Ces mesures, chacun est capable de les imaginer. Cela pourrait être par exemple :

- L'interdiction des licenciements et la nationalisation sans indemnités ni rachat des grands moyens de production et des banques. L'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux rattrapant le pouvoir d'achat perdu depuis vingt ans. L'interdiction du travail précaire, la transformation des CDD en CDI, l'abrogation des lois Rebsamen et El Khomri, des ordonnances Macron contre le Code du travail.
- L'annulation de la dette publique, ce qui dégagerait 41,9 milliards d'euros (en 2019) pour satisfaire les revendications des travailleurs, des jeunes, des retraités.
- L'arrêt des privatisations et la renationalisation de la SNCF, d'EDF-GDF, de La Poste, des autoroutes, etc. La création des centaines de milliers de postes nécessaires dans les hôpitaux, les écoles, les universités et la réouverture des hôpitaux et des services hospitaliers, des centres de PMI, des maternités et des centres IVG qui ont été fermés.
- Le placement sous contrôle ouvrier des géants de l'agroalimentaire et du négoce, l'annulation de la dette des paysans les plus démunis, le contrôle des importations-exportations dans l'intérêt des producteurs et de la population et non dans celui des spéculateurs, la garantie par l'État de prix rémunérateurs pour les producteurs. La terre appartient à celui qui la travaille et les paysans doivent pouvoir vivre de leur travail.
- L'abrogation des contre-réformes dans l'instruction publique, le maintien de l'école maternelle avec le droit et les moyens de la scolarisation dès deux ans, le retour à la semaine de quatre jours partout sur 36 semaines, le rétablissement du baccalauréat comme diplôme national et anonyme, premier grade ouvrant droit à l'accès à l'université, le maintien du statut de la fonction publique et du statut de professeur, l'abrogation de Parcoursup et de la sélection à l'Université, le développement des universités et de la recherche publique, l'ouverture des crèches collectives nécessaires permettant de répondre aux demandes.
- L'abrogation de la loi Debré et de toutes les lois anti-laïques en respect du principe « fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ».
- Le rétablissement de la Sécurité sociale de 1945 garantissant chacun contre les aléas de la vie sur la

base de la solidarité ouvrière, financée de plein droit par le salaire différé. Le rétablissement des postes supprimés à la Sécurité sociale. L'abrogation de toutes les exonérations patronales pour la Sécurité sociale et leur restitution, et le rétablissement des 6 points de cotisations salariales. Le retrait du projet de la réforme Macron des retraites et le maintien des 42 régimes existants. Le rétablissement d'une assurance chômage qui maintienne les revenus des chômeurs en fonction de leur salaire d'activité et la fin de la chasse aux chômeurs, avec l'abrogation, en particulier, du décret du 30 décembre 2018.

- Une politique de logement répondant aux besoins de la population, décidant en particulier de produire les trois millions de logements nécessaires pour loger dans des conditions correctes ceux qui ne le sont pas, en commençant par réquisitionner les millions de mètres carrés de surfaces inoccupées pour loger d'urgence les personnes dépourvues de tout logement ou logées dans des conditions insalubres, ce qui signifie aussi l'abrogation de la loi Elan, le retour à l'APL, le blocage des loyers.

- L'abrogation des lois liberticides et l'arrêt de la chasse aux migrants, l'interdiction de toutes les formes de discrimination contre les travailleurs immigrés et leurs enfants. Le rétablissement et le respect de toutes les libertés démocratiques (liberté de la presse, liberté d'organisation), l'arrêt des persécutions contre les militants syndicaux ou politiques dont l'activité dérange le pouvoir.

- Le retrait des contre-réformes en cours dans le domaine de la justice.

- La réquisition des 40 milliards du budget annuel de l'armement et leur affectation à la création d'un million d'emplois dans la fonction publique (instituteurs, infirmières, postiers). Le retrait de toutes les troupes françaises d'intervention et d'occupation en Syrie, en Irak, au Mali, en Centrafrique, etc. La remise en cause des traités militaires ainsi que des traités commerciaux internationaux, la rupture avec l'Union européenne, mais aussi avec l'OTAN, et toutes les alliances militaires, à quoi s'oppose la nécessaire Internationale ouvrière, l'Internationale des travailleurs et des peuples.

- La revitalisation des communes avec la réouverture des services publics fermés (gares, bureaux de poste, maternités, hôpitaux, trésoreries et écoles). Le rétablissement des prérogatives des communes leur restituant la libre administration, le rétablissement des dotations supprimées, le maintien des départements. L'abrogation de la loi sur les métropoles (loi MAPTAM).

- Enfin, un gouvernement ouvrier appellerait les travailleurs à exercer leur contrôle sur les activités industrielles qui, pour les besoins du

profit, contribuent à la dégradation constante de l'environnement et de la santé de la population laborieuse et de la jeunesse. Aucune confiance ne peut être accordée aux capitalistes et aux gouvernements pour combattre la décomposition de la société et de l'environnement du genre humain, car ils sont la source de ces processus.

L'heure est à l'action et à l'organisation, pas aux promesses !

Ces propositions ne sont ni des promesses ni un catalogue électoral. Le Parti ouvrier indépendant démocratique estime qu'il n'a pas à faire de promesses. Son rôle est de proposer des voies et des moyens par lesquels les travailleurs, le peuple organisé autour de la classe ouvrière et de ses organisations pourront instaurer les véritables réformes progressistes qui s'imposent.

De telles mesures prises par un gouvernement ouvrier supposent qu'il ne craigne pas de s'attaquer aux intérêts des capitalistes et des banquiers et de remettre en cause le carcan de l'Union européenne. Pour les imposer, il faudra nécessairement emprunter la voie qui brise les institutions, la voie de la rupture. Il ne fait aucun doute que la constitution d'un gouvernement ouvrier prenant des mesures de défense des travailleurs et de la jeunesse susciterait un grand élan de soutien parmi les travailleurs du monde entier et en particulier d'Europe. Marcher vers le gouvernement ouvrier en France aujourd'hui, c'est marcher vers l'Europe des travailleurs et de la démocratie authentiquement internationaliste, basée sur la solidarité entre les travailleurs et les peuples. C'est marcher vers « l'Internationale » qui, comme le dit le chant du mouvement ouvrier, « sera le genre humain ».

Ce parti ouvrier, construisons-le ensemble. Il se construit dans le respect de la démocratie ouvrière. Il est composé de travailleurs, de militants qui se revendiquent de tous les grands courants historiques du mouvement ouvrier, certains dont l'expérience et la tradition sont celles du PCF, d'autres du PS, des militants qui se réclament du trotskysme, de l'anarchisme ou d'autres courants encore, et pour beaucoup d'entre eux d'aucun courant, de très nombreux militants syndicalistes. Tous, nous avons en commun la volonté d'aider les travailleurs à s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression. Tous, nous partageons la conviction qu'un véritable



changement exige l'intervention de millions d'hommes et de femmes, s'engageant dans la voie de la mobilisation et de la grève générale. Et qui, pour cela, devront surmonter les obstacles qui se dressent devant eux.

C'est la raison pour laquelle les militants du POID sont partie prenante de toutes les initiatives visant à forger l'unité. En particulier, la constitution de comités pour l'unité pour en finir avec Macron et sa politique, en particulier, bloquer sa contre-réforme des retraites.

Oui, nous voulons tout faire pour aider à ce que l'emporte l'unité des travailleurs avec leurs organisations pour mettre en échec la politique de destruction du capital et du gouvernement Macron à son service.

Notre objectif est d'aider la classe ouvrière à s'ouvrir une voie, celle du combat pour son propre pouvoir.

C'est la raison pour laquelle nous soumettons ces propositions aux travailleurs, militants et jeunes et les invitons à prendre part à la discussion ouverte dans les colonnes de *La Tribune des travailleurs*.

* C'est un fait que les organisations syndicales, dès lors – pour ne parler que de la période récente – qu'elles n'ont pas pris la responsabilité de l'action unie pour le retrait de la réforme El Khomri ni pour le retrait des ordonnances Macron contre le Code du travail ; dès lors qu'à la SNCF, face à un plan qui allait jusqu'au bout de la privatisation, elles ont permis que la division l'emporte, rendant possible le passage de la contre-réforme ; dès lors qu'aujourd'hui, face à la réforme des retraites, les dirigeants n'avancent pas le mot d'ordre de retrait du projet du gouvernement et de maintien des régimes de retraite existants ; dès lors qu'elles ne préparent pas les conditions de l'action unie, de la grève générale pour bloquer cette contre-réforme ; alors le mouvement syndical s'affaiblit. Et se développent en son sein, largement encouragées par le pouvoir, des initiatives de « dédagisme », de division, d'atomisation qui sont un danger pour la classe ouvrière et pour l'existence des organisations syndicales qu'elle a, historiquement, bâties par et pour sa lutte de classe.

C'est pourquoi le POID se prononce pour la défense de l'indépendance et de l'unité des organisations syndicales fondées par les travailleurs pour se défendre.

Adopté à l'unanimité moins 1 abstention

Rejoignez le POID !

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mail/Téléphone :